



Grand Conseil  
Secrétariat général  
Pl. du Château 6  
1014 Lausanne

# Motion

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 18.NOT.033

Déposé le : 24.04.18

Scanné le : \_\_\_\_\_

**Art. 120 à 126a LGC** La motion est une proposition soumise au GC et impliquant pour le CE (ou exceptionnellement une commission parlementaire) d'élaborer et de présenter un projet de loi ou de décret. Elle touche à une compétence propre du GC. Le motionnaire motive sa demande et expose le sens de la législation souhaitée.

La motion peut suivre deux procédures différentes : **(a) le renvoi à l'examen d'une commission.**

- Soit le motionnaire demande expressément, dans son développement écrit, le renvoi direct de la motion à une commission du GC moyennant les signatures d'au moins 20 députés ; dans ce cas, il n'y a pas de débat.

- Soit, lors du développement en plénum et de la discussion, un député ou le CE demande le renvoi à une commission et le GC vote dans ce sens.

**(b) la prise en considération immédiate.**

- Soit un député ou le CE demande la prise en considération immédiate de la motion et son renvoi au CE.

- Soit l'auteur de la motion demande sa prise en considération immédiate et son renvoi à une commission parlementaire chargée de présenter un projet de loi ou de décret.

Suite au vote du GC, la motion est soit renvoyée au CE, soit à une commission parlementaire, soit classée.

**Important :** sur proposition d'un député, d'une commission ou du CE, le GC peut, jusqu'à sa prise en considération, transformer la motion en postulat, auquel cas la procédure du postulat s'applique.

**Délai de réponse dès le renvoi au CE : une année**

## Titre de la motion

**Pour une mise en place rapide d'un statut unifié pour tous les corps de police du canton de Vaud**

## Texte déposé

La loi sur l'organisation policière vaudoise (LOPV) est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Cette loi prévoit, entre autres, un statut unifié pour les policiers. Un délai de 3 ans était donné pour que le Conseil d'Etat présente une proposition au Grand Conseil. Depuis, 6 ans se sont écoulés et rien n'a été proposé. Lors d'une réponse donnée au député Alexandre Rydlo (16\_QUE\_053) le Grand Conseil apprenait que :

*Le Conseil d'Etat, par décision du 2 décembre 2015, a pris acte de la décision du CCS de reporter la discussion sur l'article 52 LOPV relatif au statut unifié des policiers à une date ultérieure, soit après les négociations sur la facture policière prévues en 2022, en veillant que dans l'attente du statut unifié, les responsables se concertent préalablement à toutes modifications envisagées des statuts et règles professionnelles concernant les policiers, ceci afin d'éviter que les écarts se creusent. Cette position a été confirmée en séance du CCS du 18 janvier 2016. Le processus d'harmonisation doit donc se poursuivre par le biais des décisions et actions de la DO, respectivement du CCS. L'aspect financier devra être intégré le moment venu avec les négociations Cantons-communes en 2022.*

En résumé, des négociations sur un statut unifié interviendront, au mieux, en 2022. Pour bien des raisons cette situation est inacceptable. Il est difficile de recruter des agents et surtout il faut les former. Si l'on considère qu'il faut 5 ans pour qu'un agent devienne pleinement opérationnel on peut aisément imaginer l'importance de faire en sorte qu'il ne parte pas trop rapidement après sa formation. Il est facile d'imaginer les difficultés qu'aura un corps de police dont les conditions sont moins attrayantes pour garder ses agents une fois formés.

Plusieurs différences de statuts peuvent être mis en évidence. Notamment un écart salariale qui peut aller, dans le cas extrême, jusqu'à un montant de 2700.--/mois, la manière de compter les heures de nuit ou la durée du temps de travail. Ces différences incitent des agents à changer de corps de police introduisant ainsi une concurrence et, par effets de bord, une pression sur les conditions salariales. Pour garder leur personnel, certains corps de police ont procédé à des augmentations salariales. D'autres sont condamnés à former des jeunes agents qui partiront dès qu'ils ne seront plus tenus de rembourser leur formation. Des montants permettant de racheter les frais de formation ont été mis au budget de certaines associations afin de débaucher des agents formés. Cette situation est d'autant plus intenable que les différents corps de police sont amenés à collaborer sur certaines opérations.

Un postulat « Quelle efficacité pour la police coordonnée ? » déposé le 10 mars 2015 par le député Jean Tschopp a été renvoyé au Conseil d'Etat par le Grand Conseil. Dans ses conclusions le postulat demandait, entre autres, une analyse de l'état d'avancement de l'harmonisation, voire de l'unification des statuts des fonctionnaires de police.

La LOPV résulte d'un contre-projet à l'initiative des gendarmes et a fait l'objet d'un large débat. L'article 52 de cette loi est le suivant :

#### **Art. 52 Statut unifié**

Le Conseil d'Etat soumettra au Grand Conseil, dans un délai de trois ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi, les dispositions légales nécessaires à la mise en vigueur du statut unifié des policiers.

Pour toutes ces raisons, je souhaite déposer la motion suivante :

**Malgré la volonté du Conseil cantonal de sécurité (CCS) de reporter la discussion sur l'article 52, nous demandons au Conseil d'Etat d'avancer sur ce projet afin de permettre une rapide mise en place d'un statut unifié pour tous les corps de polices du canton de Vaud conforme à la loi sur l'organisation policière vaudoise (LOPV).**

#### Commentaire(s)

#### Conclusions

Développement oral obligatoire (selon art. 120a LGC)

(a) renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

(b) renvoi à une commission sans 20 signatures

(c) prise en considération immédiate et renvoi au CE

(d) prise en considération immédiate et renvoi à une commission parlementaire

Nom et prénom de l'auteur :

Balet Stéphane

Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Signature :



Signature(s) :

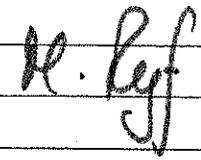
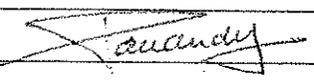
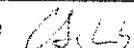
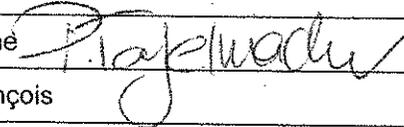
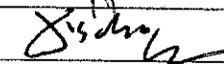
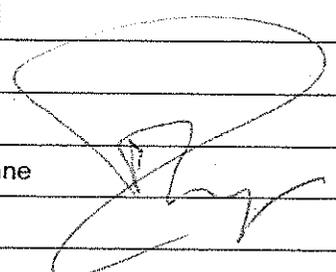
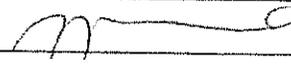
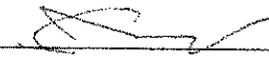
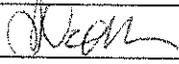
**Merci d'envoyer une copie à la boîte mail du Bulletin :** [bulletin.grandconseil@vd.ch](mailto:bulletin.grandconseil@vd.ch)

# Motion "Statut des policiers"

## Liste des député-e-s signataires – état au 1<sup>er</sup> janvier 2018

|                           |                         |                           |
|---------------------------|-------------------------|---------------------------|
| Aminian Taraneh           | Cherubini Alberto       | Epars Olivier             |
| Aschwanden Sergei         | Chevalley Christine     | Evéquoze Séverine         |
| Attinger Doepper Claire   | Chevalley Jean-Bernard  | Favrod Pierre Alain       |
| Baehler Bech Anne         | Chevalley Jean-Rémy     | Ferrari Yves              |
| Balet Stéphane            | Chollet Jean-Luc        | Freymond Isabelle         |
| Baux Céline               | Christen Jérôme         | Freymond Sylvain          |
| Berthoud Alexandre        | Christin Dominique-Ella | Freymond Cantone Fabienne |
| Betschart Anne Sophie     | Clerc Aurélien          | Fuchs Circé               |
| Betschart-Narbel Florence | Cornamusaz Philippe     | Gander Hugues             |
| Bezençon Jean-Luc         | Courdesse Régis         | Gaudard Guy               |
| Blanc Mathieu             | Creteigny Laurence      | Gay Maurice               |
| Bolay Guy-Philippe        | Croci Torti Nicolas     | Genton Jean-Marc          |
| Botteron Anne-Laure       | Cuendet Schmidt Muriel  | Germain Philippe          |
| Bouverat Arnaud           | Deillon Fabien          | Gfeller Olivier           |
| Bovay Alain               | Démétriades Alexandre   | Glardon Jean-Claude       |
| Buclin Hadrien            | Desarzens Eliane        | Glauser Nicolas           |
| Buffat Marc-Olivier       | Dessemontet Pierre      | Glauser Krug Sabine       |
| Butera Sonya              | Devaud Grégory          | Gross Florence            |
| Byrne Garelli Josephine   | Develey Daniel          | Guignard Pierre           |
| Cachin Jean-François      | Dolivo Jean-Michel      | Induni Valérie            |
| Cardinaux François        | Dubois Carole           | Jaccard Nathalie          |
| Carrard Jean-Daniel       | Dubois Thierry          | Jaccoud Jessica           |
| Carvalho Carine           | Ducommun Philippe       | Jaques Vincent            |
| Chapuisat Jean-François   | Dupontet Aline          | Jaquier Rémy              |
| Cherbuin Amélie           | Durussel José           | Jobin Philippe            |

## Liste des député-e-s signataires – état au 1<sup>er</sup> janvier 2018

|   |  |   |
|---|--|---|
| Joly Rebecca  | Neyroud Maurice  | Rydlo Alexandre   |
| Jungclaus Delarze Susanne   | Nicolet Jean-Marc  | Ryf Monique          |
| Keller Vincent         | Paccaud Yves                 | Schaller Graziella  |
| Krieg Philippe  | Pahud Yvan   | Schelker Carole   |
| Labouchère Catherine  | Pernoud Pierre André   | Schwaar Valérie   |
| Liniger Philippe  | Petermann Olivier  | Schwab Claude        |
| Lohri Didier  | Podio Sylvie   | Simonin Patrick   |
| Luccarini Yvan  | Pointet François   | Sonnay Eric   |
| Luisier Brodard Christelle  | Porchet Léonore  | Sordet Jean-Marc  |
| Mahaim Raphaël  | Probst Delphine  | Stürner Felix   |
| Marion Axel   | Radice Jean-Louis  | Suter Nicolas   |
| Masson Stéphane   | Rapaz Pierre-Yves  | Tafelmacher Pauline  |
| Matter Claude   | Räss Etienne   | Thuillard Jean-François   |
| Mayor Olivier   | Ravenel Yves   | Treboux Maurice   |
| Meienberger Daniel  | Rey-Marion Alette  | Trollet Daniel       |
| Meldem Martine  | Rezso Stéphane   | Tschopp Jean        |
| Melly Serge           | Richard Claire   | van Singer Christian  |
| Meyer Keller Roxanne  | Riesen Werner  | Venizelos Vassilis  |
| Miéville Laurent  | Rime Anne-Lise   | Volet Pierre  |
| Miéville Michel   | Rochat Fernandez Nicolas  | Vuillemin Philippe  |
| Mischler Maurice  | Romanens Pierre-André  | Vuilleumier Marc  |
| Mojon Gérard  | Romano-Malagrifa Myriam   | Wahlen Marion   |
| Montangero Stéphane  | Roulet-Grin Pierrette  | Wüthrich Andreas  |
| Mottier Pierre François   | Rubattel Denis   | Zünd Georges  |
| Neumann Sarah        | Ruch Daniel  | Zwahlen Pierre  |